

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 6 novembre 1997

Présents:

madame
A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY,
LURQUIN et MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs MEEUS et VANDENBOSSCHE,
membres effectifs
madame OP DE BEECK, membre suppléant

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

29.288/I/PF
TVS/RV

Par lettre du 20 octobre 1997, madame le ministre des Affaires sociales demande l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de la Caisse spéciale de Compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire.

Le projet d'arrêté royal portant fixation du cadre organique a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique, le 7 mai 1997.

Le cadre organique a été fixé par arrêté royal du 19 août 1997.

Les organisations syndicales reconnues à l'Institut ont été consultées au sujet du projet sous examen, conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

* *

Les cadres linguistiques actuels de la Caisse spéciale de Compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire (cadres linguistiques de la première phase) ont été fixés par arrêté royal du 12 janvier 1996 sur la base de l'avis 27.081/I/P, émis par la CPCL en date du 7 septembre 1995.

Dans le projet sous examen, les emplois sont, une nouvelle fois, tous attribués au cadre de langue néerlandaise. Le volume de travail est pratiquement à 100 % de langue néerlandaise et la situation n'a pas changé depuis les cadres linguistiques précédents.

Le ministre propose de répartir les 11 emplois de la manière suivante (article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 19 août 1997 portant fixation du cadre organique).

Degrés de la hiérarchie	Cadre néerlandais	Cadre français
1	-	-
2	1	-
3	2	-
4	2	-
5	5	-
6	1	-
7	-	-

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1er, et 61, § 5, des LLC, la CPCL, siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 6 novembre 1997, et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois de direction

Le cadre organique ne prévoyant qu'un seul emploi pour l'ensemble des degrés 1 et 2, il y a dérogation à l'égalité numérique prévue par l'article 43, § 3, des LLC.

Une dérogation à la parité au bénéfice d'un service dont le volume de travail est à quasi 100% de langue néerlandaise, est cependant justifiée à la lumière de l'article 43, § 3, alinéa 6, des LLC.

La CPCL émet dès lors un avis favorable.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7

Tous les emplois du cadre organique se retrouvent dans le cadre linguistique.

Etant donné qu'il ressort des données chiffrées communiquées par le ministre au sujet de la diffusion géographique des employeurs affiliés à l'organisme, des allocataires et des relations du service avec les autres services, que le volume de travail est pratiquement à 100 % de langue néerlandaise, et qu'aux dires du ministre, il ne s'est produit, depuis la fixation des cadres linguistiques précédents (par arrêté royal du 12 janvier 1996), aucun glissement pouvant influencer sur la répartition des emplois entre les cadres linguistiques, la CPCL émet un avis positif quant à la

proposition ministérielle de répartition des emplois aux degrés 3 à 7.

Finalement, la Commission permanente de Contrôle linguistique attire l'attention sur le fait que l'arrêté fixant les cadres linguistiques ne peut être assorti d'un effet rétroactif qu'à condition que:

- cet effet procède de l'application de mesures de programmation sociale;
- et qu'aucune nomination ou promotion ne soit intervenue avant que la modification des cadres linguistique n'ait été entérinée par arrêté royal.

*

* *

Le présent avis est notifié à Madame le Ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des LLC, est invitée à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique la suite qu'elle lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 6 novembre 1997.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS